



**Réseaux, libertés et contrôle : une généalogie politique d'internet.** Par Benjamin Loveluck. Paris : Armand Colin, 2015. 367 pp. ISBN : 9782200293826.

Les enjeux entourant la gestion de l'information font partie de plus en plus de débats contemporains. Que ce soit dans les débats portant sur la diffusion de «fausses nouvelles» sur les plateformes de réseautage social telles que Facebook, les enjeux de sécurité et de vie privée liés à la popularisation «d'objets intelligents» ou par la collecte massive de données par des acteurs corporatifs ou gouvernementaux, il est nécessaire de reconnaître que l'internet et les réseaux numériques ont une dimension intrinsèquement politique par leur manière d'organiser les interactions entre les citoyens, notamment à travers divers processus de captation, de diffusion et d'analyse d'informations. Cependant, pour se pencher sur ces problématiques sans tomber dans le piège du déterminisme, il s'avère nécessaire d'aborder les réseaux numériques en tenant compte des acteurs et idéaux qui ont historiquement structuré son développement. Dans cette mesure, l'ouvrage de Benjamin Loveluck, *Réseaux, libertés et contrôle : une généalogie politique d'internet*, se pose comme une référence incontournable.

L'ouvrage s'inscrit dans une importante lignée de travaux portant sur l'histoire sociale et politique de l'internet.<sup>1</sup> Il tire néanmoins son originalité et sa pertinence théorique dans sa manière d'ancrer l'analyse historique des réseaux numériques dans une axiologie de l'information. Effectivement, en s'intéressant principalement au concept d'information—à travers la dialectique entre sa liberté et son contrôle—Loveluck approche l'internet en tant qu'objet politique et en propose une analyse généalogique à partir des principes libéraux qui ont structuré son émergence et son développement. Cela permet de soulever avec efficacité la dimension politique inhérente aux réseaux numériques en identifiant les implications politiques et économiques des choix techniques sous-tendant leur déploiement tout en les mettant en relation avec d'autres « artifices destinés à réguler les interactions humaines : le droit et le marché » (p. 15). En ayant recours à une méthode d'analyse inspirée des travaux de Michel Foucault et de Marcel Gauchet, Loveluck retrace les différents moments charnières et identifie les acteurs, penseurs et institutions impliqués dans la construction des réseaux ainsi que dans l'imaginaire politique, social et économique de leurs usages. Sans postuler l'uniformité des discours, il porte son attention vers les points de convergence et de divergence afin de voir comment ceux-ci trouvent écho dans l'environnement numérique actuel.

La première section aborde les origines de l'internet et de l'informatique. En contextualisant leur naissance dans le complexe militaro-industriel suivant la Seconde Guerre mondiale, Loveluck souligne l'implication des universités américaines dans le développement des premières infrastructures et des prémisses idéologiques qui les accompagnent. Que ce soit dans les conférences de Macy—qui ont été l'incubateur de

la pensée cybernétique—ou dans les laboratoires du MIT ou de Stanford, l'informatique et les réseaux numériques se développent conjointement avec l'idée que l'information et l'informatique peuvent devenir des vecteurs de changement social. D'une part, la cybernétique offre la promesse de créer un ordre social stable à travers la libération et l'organisation *apolitique* de l'information. D'autre part, les communautés de *hackers* du MIT élaborent une éthique de travail fondée sur l'ouverture de l'information, la collaboration et la méritocratie, alors que les *hobbyistes* de la Côte ouest américaine arriment la popularisation de l'ordinateur personnel avec les valeurs portées par la contre-culture des années 1960. En somme, Loveluck note que le développement scientifique de l'informatique et son appropriation par les utilisateurs mobilisent plusieurs prémisses libérales à travers lesquelles l'information se conçoit d'une manière à favoriser l'autonomie individuelle.

À la lueur d'un corpus de travaux en économie politique, la seconde section de l'ouvrage se penche sur la notion de libéralisme informationnel dans le contexte de l'émergence du concept de «société de l'information». Le libéralisme informationnel est décrit comme une réorientation de l'idéologie libérale «autour de la dimension économique des échanges» (p. 112) et permet de poser la propriété privée en tant qu'épicentre d'un nombre croissant de débats liés à l'interprétation de ce que constitue la «libre circulation de l'information». En exposant les enjeux de la propriété de l'information (à travers la communication de pair à pair et les mouvements du logiciel libre et de l'*open source*) et des données personnelles (à travers les *Crypto Wars* et le mouvement *cypherpunk*), l'auteur aborde autant les luttes idéologiques entre les États et les communautés de *hackers* que les nombreuses tensions existant au sein même de ces communautés. Ces tensions se déploient dans un contexte marqué par un désir d'indépendance vis-à-vis de la distribution du pouvoir et de la sphère étatique—comme le souligne d'ailleurs la *Déclaration d'indépendance du cyberspace* de John Perry Barlow. Cela aura une influence certaine sur les pratiques de gouvernance du Web qui seront marquées par une dynamique d'autorégulation entre l'«intervention distante, mais réaffirmée» (Loveluck, 2015, p. 180) de la sphère étatique et plusieurs organismes de cogestion tels que la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet.

Ainsi, les deux premières sections ont mis en exergue l'idée que le réseau est «au cœur des constructions idéologiques et théoriques» (p. 210) retracées dans l'ouvrage. Il conditionne à la fois les idéaux parfois conflictuels de distribution du pouvoir, d'autonomie individuelle et d'efficacité économique portés par les différents acteurs impliqués dans le développement et l'utilisation des réseaux numériques. À la lumière de ces réflexions, la troisième section propose trois études de cas liées aux phénomènes de hiérarchisation de l'information inhérente à la popularisation du Web qui permettent à Loveluck d'identifier trois modèles de gestion de l'information en ligne. Le premier cas à l'étude, celui du moteur de recherche Google, démontre que la gestion algorithmique de l'information permise par la captation et la filtration de flux devient un moteur de valeur économique. Conséquemment en découle un modèle d'affaires basé sur la surveillance des usagers et sur la marchandisation des informations partagées et générées, résultant en une création de *hubs* «contrôlant la

circulation de l'information du réseau» (p. 230). Le second cas à l'étude est le modèle de gestion de l'information en poste à poste. Selon Loveluck, ce modèle se présente d'emblée comme une manière d'auto-organiser l'information à travers la distribution de celle-ci entre pairs. En ce sens, ce modèle, en cherchant à segmenter l'information dans le réseau, se pose en opposition à la tendance agrégative et surveillante promue par le modèle d'affaires de Google. Finalement, le modèle de l'auto-institution se fonde sur l'étude du cas Wikipédia. Ici, il est argumenté que ce modèle se «présente comme un environnement de coproduction de connaissances où les informations sont filtrées par le regard des autres utilisateurs» (p. 290). L'étude de ces trois modèles démontre en quoi les réseaux permettent, encore aujourd'hui, la coexistence de structures technologiques, idéologiques et politiques divergentes—réarticulant, chacune à leur manière, des idéaux libéraux inhérents à l'émergence du Web.

En somme, l'ouvrage de Loveluck propose un recensement exhaustif des moments clés structurant le développement de l'internet. Il démontre également en quoi la régulation de l'information s'inscrit indubitablement dans des logiques politiques et économiques issues de la tradition libérale. La ligne directrice de l'ouvrage, le concept de libéralisme informationnel, crée un pont intéressant et nécessaire pour rattacher les enjeux politiques entourant le développement des réseaux depuis les années 1950 et les modèles de gestion de l'information qui en ont résulté. Néanmoins, si l'un des objectifs principaux de cet ouvrage était d'apporter une «contribution à la théorie politique de l'internet [en proposant], à travers l'analyse critique des réseaux de l'information ..., une réflexion sur les mutations du libéralisme contemporain» (p. 230) et en articulant son développement avec les sphères du droit et du marché, il n'en reste pas moins que la grande absente de cette analyse généalogique de l'internet reste l'analyse des cadres législatifs entourant la réglementation et la régulation de l'information dans le numérique.

Bien que l'auteur aborde de manière très pertinente et nuancée les enjeux relatifs aux infrastructures et à l'économie numérique dans son enquête généalogique ainsi que dans les études de cas proposées, il demeure en revanche beaucoup plus discret sur les enjeux législatifs liés à la gouvernance de ces réseaux. Si les thématiques de la neutralité du Web, de la vie privée, du droit d'auteur et de la gouvernance de l'internet sont abordées en apportant une force à l'argumentaire général du travail, le fait de porter une attention moindre aux enjeux législatifs a la conséquence d'esquiver un débat fondamental : celui de la place et du rôle de l'État et des appareils juridiques dans la régulation et la gestion de l'information sur les réseaux numériques. Identifié à maintes reprises dans l'ouvrage, le rôle de l'État est historiquement un objet de contestation et de luttes de pouvoir structurant l'imaginaire du Web et sa gouvernance à l'échelle internationale. Néanmoins, cet aspect reste sans doute le moins développé de l'ouvrage. Ce choix, dans le contexte épistémologique et méthodologique de la recherche proposée, peut avoir tendance à restreindre l'étendue des enjeux découlant de la riche analyse de Loveluck dans la sphère technique ou marchande et, par la même occasion, restreindre l'analyse possible des relations entre les réseaux de l'information et la pensée libérale au-delà des frontières du numérique.

En conclusion, malgré cette mince réserve, il ne fait aucun doute que cet ouvrage

constitue un tour de force de la part de l'auteur qui réussit à articuler de manière originale et nuancée une série de moments clés nécessaires pour comprendre les enjeux politiques et informationnels liés à l'internet d'aujourd'hui. Par sa clarté dans l'argumentation et sa structure méticuleuse, il constitue un ouvrage de référence polyvalent et accessible pour tout chercheur, étudiant ou professionnel souhaitant se familiariser ou approfondir les enjeux politiques liés aux réseaux de l'information.

### Note

1. Pour en nommer quelques-uns : *From counterculture to cyberculture* (Turner, 2008), "L'idéologie californienne" (Barbrook & Cameron, 2009), *The closed world* (Edwards, 1997), *L'imaginaire d'internet* (Flichy, 2001) ou encore *The future of the internet—and how to stop it* (Zittrain, 2009).

### Références

- Barbrook, Richard, & Cameron, Andy. (2009, 29 novembre). *L'idéologie californienne*. (Pierre Blouin, trad.) URL : <https://charro1010.wordpress.com/2009/11/29/lideologie-californienne-par-richard-barbrook-et-andy-cameron-traduction-pierre-blouin/> [13 mai 2017].
- Edwards, Paul N. (1997). *The closed world: Computers and the politics of discourse in Cold War America*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Flichy, Patrice. (2001). *L'imaginaire d'internet*. Paris : La Découverte.
- Turner, Fred. (2008). *From counterculture to cyberculture: Stewart Brand, the Whole Earth network, and the rise of digital utopianism*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Zittrain, Jonathan. (2009). *The future of the internet—and how to stop it*. New Haven, CT: Yale University Press.

Anne-Sophie Letellier, Université du Québec à Montréal